



CPA

Expert-comptable

*Inscrit au Tableau du Conseil de l'Ordre
de la Région de Bordeaux*

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Pau

Bernard-Sylvain Poussou

BSP@cpanet.fr

COMITE D'HYGIENE SOCIALE

Association à but non lucratif

régie par la Loi de 1901

Siège social : 2, Chemin de Francessenia

64250 – CAMBO-LES-BAINS

SIREN 775 637 812

COMITE D'HYGIENE SOCIALE

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels



CPA

Aux Membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COMITE D'HYGIENE SOCIALE - CHS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ;
- sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ;
- sur la présentation d'ensemble des comptes ;

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités et de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

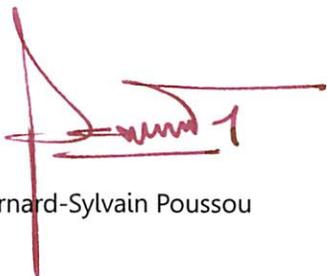
- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bayonne , le 4 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes, membre de la Compagnie régionale de Grande Aquitaine

CABINET POUSSOU & ASSOCIES



Bernard-Sylvain Poussou

Expertise
Comptable

RESEAU GCL



Audit
& Conseil

CHS CONSOLIDE
5 Rue Pringle

64250 CAMBO LES BAINS

COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 01/01/2020 AU 31/12/2020

GCL BAYONNE

Cabinet Bellegarde et Associés

bayonne@gcl.tm.fr

Inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de Bordeaux

SIREN : 493106751

Siège social : 7 rue du pont de l'aveugle

64600 ANGLET

Tel : 05 59 31 04 80

Fax : 05 59 42 09 52

Site internet : <http://www.gclnet.fr>

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2020			31/12/2019
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	16 181	4 776	11 406	12 062
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	30 133	3 769	26 365	22 265
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	174 474	152 534	21 940	31 631
	Constructions	4 378 038	3 575 586	802 452	886 789
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 087 747	897 871	189 876	216 429
	Autres immobilisations corporelles	4 235 997	3 480 134	755 863	740 022
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	838		838	838	
TOTAL (I)	9 923 409	8 114 670	1 808 739	1 910 037	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	4 018		4 018	4 018
	CREANCES (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	792 082		792 082	664 588	
Autres créances	203 590		203 590	225 593	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	822 386		822 386	1 088 591	
DISPONIBILITES	2 210 080		2 210 080	1 649 768	
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	29 306		29 306	7 935
	TOTAL (II)	4 061 462		4 061 462	3 640 492
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (I à VI)	13 984 871	8 114 670	5 870 201	5 550 529	

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

ENGAGEMENTS RECUS

Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents

- autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>	1 032 834	1 032 767
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	950 387	945 593
	Report à nouveau	(265 044)	(265 272)
	Résultat de l'exercice	181 398	209 761
	Total des fonds propres	1 899 576	1 922 849
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise - Apports - Legs et donations - Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs	553 807	519 900
Droits des propriétaires			
Ecarts de réévaluation			
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	313 082	378 522	
Provisions réglementées			
	Total des autres fonds associatifs	866 889	898 422
	Total des fonds associatifs	2 766 465	2 821 271
Provisions	Provisions pour risques	865 451	598 477
	Provisions pour charges	255 188	274 363
	Total des provisions	1 120 639	872 840
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	732 789	855 607
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	110 937	103 920
	Dettes fiscales et sociales	1 111 516	784 367
	DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	27 854	112 524	
Produits constatés d'avance			
	Total des dettes	1 983 097	1 856 418
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		5 870 201	5 550 529
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		181 398,12	209 761,29
(1) Dont à moins d'un an		1 983 097	1 258 782
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			
ENGAGEMENTS DONNES			

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	31/12/2019	
		12 mois	12 mois	
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués			
	Prestations de services	7 495 418	7 062 746	
	Productions stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation	500	3 854	
	Dons	4 400	14 037	
	Cotisations			
	Legs et donations			
	Autres produits de gestion courante	8 223	8 936	
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	204 353	97 966	
	Autres produits	348 395	327 593	
	Total des produits d'exploitation	8 061 290	7 515 132	
	CHARGES D'EXPLOITATION	Achats		
Variation de stock				
Autres achats et charges externes		1 024 447	1 067 514	
Impôts, taxes et versements assimilés		533 058	456 287	
Rémunération du personnel		4 207 866	3 894 672	
Charges sociales		1 615 233	1 574 200	
Subventions accordées par l'association				
Dotation aux amortissements et dépréciations		378 303	380 730	
Dotation aux provisions		161 224	29 763	
Autres charges		110	8 568	
Total des charges d'exploitation		7 920 241	7 411 734	
1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER		141 048	103 398	
Charges financières		Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	11 145	11 785	
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations			
	Intérêts et charges financières	10 253	11 713	
2 - RESULTAT FINANCIER		892	72	
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		141 940	103 469	
Produits financiers	Produits exceptionnels	89 969	111 436	
	Charges exceptionnelles	39 228	175	
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL		50 741	111 261
	Impôts sur les sociétés	656	1 528	
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	10 626	3 441	
TOTAL DES PRODUITS		8 162 403	7 638 353	
TOTAL DES CHARGES		7 981 005	7 428 592	
EXCEDENT ou DEFICIT		181 398	209 761	
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	PRODUITS			
	Bénévolat			
	Prestations en nature			
	Dons en nature			
	CHARGES			
	Secours en nature			
	Mise à disposition gratuite de biens et services			
	Personnel bénévole			

Etats financiers au 31/12/2020

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 870 201** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **8 162 403** euros et un total **charges** de **7 981 005** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **181 398** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2020** et finit le **31/12/2020**.
Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres éléments significatifs

A la demande des autorités de tutelle, les dotations aux amortissements sont calculées à compter du premier janvier de l'exercice suivant la date d'acquisition du bien, alors que le PCG prévoit un amortissement à compter du premier jour du mois qui suit la mise en service du bien. Par ailleurs, certaines immobilisations, préfinancées par les tutelles, ont été amorties sur un seul exercice comptable à leur demande compensé par reprise de provisions alors que le PCG prévoit un amortissement sur la durée d'utilisation. Ces montants pour VCN à zéro restent figés au bilan y compris pour les exercices futurs.

Dans l'exercice précédent, les congés payés ainsi que les charges sociales et fiscales ont été intégrés dans les comptes annuels pour leur intégralité.

Cet exercice ne fait donc apparaître dans les comptes de charges respectifs que la variation 2019/2020 correspondante.

Certaines provisions ayant un caractère de réserves ont été remontées en fonds propres et réserves.

Les engagements de retraite non intégrés en comptabilité s'élèvent à:

-IME 178 059 €

-MAS 645 878 €

Evènements post-clôture :

La crise sanitaire liée au covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêt de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec une situation existant au 31 décembre 2020. Par conséquent,

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2020 au titre de cet événement ».

Immobilisations

Etat exprimé en euros

	Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2020
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES						
Frais d'établissement et de développement	16 181					16 181
Autres	24 438		5 696			30 133
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	40 619		5 696			46 315
CORPORELLES						
Terrains	174 474					174 474
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	4 359 034		19 004			4 378 038
Instal technique, matériel outillage industriels	1 167 419		41 650		121 322	1 087 747
Instal., agencement, aménagement divers	3 325 593		193 210		2 695	3 516 107
Matériel de transport	329 481					329 481
Matériel de bureau, informatique et mobilier	408 608		18 679		36 878	390 409
Emballages récupérables et divers						
Immobilisations grévées de droits						
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 764 608		272 543		160 895	9 876 256
FINANCIERES						
Participations évaluées en équivalence						
Autres participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts et autres immobilisations financières	838					838
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	838					838
TOTAL	9 806 065		278 239		160 895	9 923 409

Amortissements

Etat exprimé en euros

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2020
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement	4 119	657		4 776
Autres	2 172	1 597		3 769
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 291	2 253		8 545
CORPORELLES				
Terrains	142 843	9 691		152 534
Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement	3 472 245	103 341		3 575 586
Instal technique, matériel outillage industriels	950 990	66 970	120 088	897 871
Autres instal., agencement, aménagement divers	2 683 310	150 943	2 695	2 831 558
Matériel de transport	270 505	17 797		288 302
Matériel de bureau, mobilier	369 845	27 307	36 878	360 274
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 889 737	376 050	159 661	8 106 125
TOTAL	7 896 029	378 303	159 661	8 114 670

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2020	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	838	838	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	792 082	792 082	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	203 590	203 590		
Charges constatées d'avances	29 306	29 306		
	TOTAL DES CREANCES	1 025 817	1 025 817	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2020	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)	732 789	265 881	466 908	
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	110 937	110 937		
	Personnel et comptes rattachés	507 281	507 281		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	526 520	526 520		
	Impôts sur les bénéfices	63 369	63 369		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	14 345	14 345		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	27 854	27 854		
	TOTAL DES DETTES	1 983 097	1 516 189	466 908	
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	138 000				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	260 817				
(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2020
Total des Produits à recevoir		15 166
Autres créances		15 166
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	<i>15 166</i>	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2020

		31/12/2020
Total des Charges à payer		692 514
Dettes fiscales et sociales		675 206
<i>PROVISIONS CONGES PAYES</i>	263 279	
<i>PERSONNEL DIVERS A PAYER</i>	239 670	
<i>CHARG.SOC/FISC CONGES A PAYER</i>	133 021	
<i>ORGANISMES SOCIAUX A PAYER</i>	37 455	
<i>ETAT CHARGES A PAYER</i>	1 782	
Autres dettes		17 308
<i>CHARGES A PAYER</i>	17 308	

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros	31/12/2020	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION		29 306	
Charges et Produits FINANCIERS			
Charges et Produits EXCEPTIONNELS			
TOTAL		29 306	

--

Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2020	31/12/2019	%	%	31/12/2020	31/12/2019	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur CABINET POUSSOU	9 869	9 813	100,00	100,00				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur CABINET POUSSOU								
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	9 869	9 813	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	9 869	9 813	100,00	100,00				

--